

**Résolution adoptée par le Conseil national
des 8 et 9 avril 2011**

Vote :

POUR 87

CONTRE 30

ABSTENTIONS 9

Le Conseil national s'est réuni les 8 et 9 avril. Il a tiré le bilan des élections cantonales. Compte tenu du niveau de l'abstention, les résultats de ces élections ne peuvent conduire à des projections hâtives sur les futures échéances politiques. Les grands traits de la situation qui en découlent sont cependant clairs : notre pays est plongé dans une crise et une instabilité politiques inédites, qui appellent des réponses alternatives fortes à gauche. Faute de cela, les dérives droitières, voire d'extrême-droite, risquent de s'accélérer.

Dans cet objectif, les bons résultats du Front de gauche nous incitent à poursuivre la démarche engagée avec nos partenaires pour crédibiliser un chemin pour sortir la France de la crise et réussir le changement.

Nous vivons, depuis 2008 et la crise financière mondiale, une situation politique exceptionnelle: Nicolas Sarkozy n'a fait qu'enfoncer la France dans cette crise et a fragilisé l'économie nationale en sacrifiant la production des richesses aux intérêts du capitalisme financier. Notre peuple souffre mais n'a pas renoncé à l'espoir : les résistances continuent d'être massives et multiformes. A l'échelle européenne, le pacte de l'euro + constitue une machine de guerre contre les travailleurs, les services publics et la souveraineté des Etats. Au plan international, Sarkozy engage notre pays dans des aventures guerrières, contraires au rôle positif que pourrait jouer notre pays.

Comment ouvrir dans cette situation le chemin d'une alternative avec nos concitoyens ?

C'est à cela qu'il convient de consacrer toute notre énergie et notre créativité politique.

Alors que la gauche n'apparaît pas capable de s'unir sur la politique de changement attendue par les Français, le Front de gauche est pour nous la meilleure chance de relancer la gauche et de contribuer à son rassemblement pour gagner une majorité de gauche à la hauteur de ces attentes.

Dans le contexte des échéances de 2012, le Conseil national identifie deux conditions de la réussite :

- La première est que se conclut entre toutes les forces actuelles du Front de gauche un accord à la hauteur des défis posés par la situation politique actuelle, un accord qui permette à chacune, et toutes ensemble, de s'engager pleinement dans la bataille, où chacun soit respecté et où le Parti communiste tienne toute sa place.

Après l'adresse aux communistes adoptée en janvier, la délégation du PCF a acté avec nos partenaires un texte portant sur notre ambition politique. Des discussions sont aussi engagées sur le programme partagé et sont résumées dans un document de travail provisoire. Ces textes sont soumis

à l'appréciation des communistes et doivent être enrichis, évalués puis validés par la Conférence Nationale. Nos ambitions pour les élections législatives sont également partie intégrante des choix que nous voulons arrêter en juin sur les échéances de 2012 et sont elles aussi débattues nationalement. Elle doivent se poursuivre en intensifiant les échanges avec les fédérations, avec les communistes dans les circonscriptions, et ouvrir dès maintenant le débat sur les candidatures en plaçant la parité des candidatures titulaires ainsi que l'ouverture au monde du travail et aux forces citoyennes engagées à nos côtés au cœur de nos objectifs.

- La deuxième condition de la réalisation de notre ambition politique est que le Parti communiste investisse pleinement la démarche du Front de Gauche, avec toute l'énergie, l'esprit d'initiative et de rassemblement dont il est capable, comme viennent encore de le montrer les cantonales, après la bataille des retraites et bien d'autres avant.

Nous devons ambitionner une campagne du Front de Gauche 2012 qui mette au cœur du débat politique les choix de la future majorité législative pour battre la droite et l'extrême droite et sortir la France de la crise. Nous pouvons mener une campagne qui s'appuie sur des centaines de candidat-es qui portent l'objectif d'ouvrir les portes du pouvoir au peuple pour en faire l'acteur du changement : 1200 voix pour porter nos objectifs de transformation sociale et exprimer la diversité et la force collective de notre rassemblement. L'objectif essentiel sera d'aboutir à un groupe du front de gauche où la composante communiste sera renforcée pour mieux répondre aux attentes de la population.

Dans cet objectif, le Conseil national verse au débat des communistes les propositions suivantes :

- 1) Construire des fronts autour des grandes urgences sociales : la lutte contre la précarité, pour le logement, l'école, la santé, les transports, l'égalité femmes hommes, contre les discriminations. ... Nous proposons en particulier un front contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux ; autour de grandes réformes sans lesquelles le changement sera impossible : maîtrise publique bancaire, renouveau industriel et technologique, construction d'une 6ème République, planification écologique .. Nous proposons notamment un front contre le pacte euro+ et pour une autre Europe avec l'organisation d'un meeting du Front de gauche et du PGE le 3 mai à Paris.
- 2) Travailler à l'élargissement de la dynamique du Front de gauche en mobilisant l'engagement citoyen d'une part croissante des forces vives du pays à travers des assemblées citoyennes ou sous toute autre forme : en construisant dès maintenant des dynamiques de débats, d'ateliers, d'actions, de mobilisations. Nous pourrions par exemple créer des ateliers législatifs pour élaborer avec les citoyens dans les circonscriptions des propositions de lois qui répondent aux attentes populaires.
- 3) C'est avec cette ambition de déploiement populaire du Front de gauche que le conseil national a instruit la question de la candidature à l'élection présidentielle.

Quatre candidatures sont soumises au débat des communistes, celles d'André Gérin, d'Emmanuel Dang Tran, d'André Chassaigne et de Jean-Luc Mélenchon. Compte tenu de l'engagement très majoritaire des adhérents dans la stratégie du Front de gauche, nous considérons que l'essentiel de la discussion des communistes porte déjà sur le choix entre ces deux dernières candidatures.

Le conseil national invite les communistes à faire leur choix non pas en soutien à une personnalité car aucune de ces deux candidatures à elle seule ne clôt l'accord d'ensemble mais au regard de deux critères politiques :

- une volonté, celle d'aboutir à un accord qui permette à la dynamique que nous avons initiée de franchir une étape décisive en 2012 .
- Une exigence claire, celle que le choix d'une candidature respecte les objectifs que nous exprimions dans l'adresse aux communistes adoptée début janvier. Elle est pour nous conditionnée à la conclusion d'un accord d'ensemble satisfaisant nos objectifs politiques, un accord qui garantisse le respect d'engagements collectifs, la diversité de notre rassemblement, et la place de notre Parti.

Le processus de préparation de la conférence Nationale est désormais ouvert.

Nous versons au débat des communistes l'ensemble des éléments issus de ce Conseil National :

L'introduction au débat de Pierre Laurent, secrétaire national de notre Parti, les analyses et les opinions qu'elle contient, en particulier celle qu'il exprime sur la candidature à la Présidentielle, la discussion qui a suivi, les textes discutés avec nos partenaires, l'adresse, toujours d'actualité, que le Conseil national a adressé aux communistes en janvier.

Nous appelons dès maintenant à la tenue d'assemblées générales de communistes pour mener un débat le plus large possible permettant la participation de toutes les adhérent-e-s.

Ces réunions doivent faire l'objet de compte rendus envoyés à la Présidence du Conseil National . La présidence mettra en place une commission, représentative de la diversité des opinions exprimées, chargée de récolter ces procès verbaux , de les mettre à la disposition de tous les communistes, ainsi que tous les éléments qui les aideront à formuler leur choix, notamment les argumentaires explicitant le sens des différentes candidatures..

Chaque fédération décidera de la forme la plus efficace que pourra prendre la mise en commun départementale de ces discussions.

Nous avons en effet besoin de l'apport et de l'implication de tous les communistes, dans un débat serein et responsable, pour que nos décisions soient élaborées collectivement et que chaque adhérent se retrouve dans les décisions qui seront prises.

Les fédérations devront veiller à envoyer des délégations à la conférence nationale représentatives de la diversité de leurs débats, sur la base d'une proposition de représentation conforme à nos statuts : des délégations élues par les conseils départementaux que nous proposons de fixer à 3 délégué-e-s par département plus 1 par tranche de 500, l'ensemble des membres du Conseil National qui sont délégué-e-s de droit, et des délégations des parlementaires communistes, dans lesquelles nous proposons qu'ils soient tous et toutes présentes.

La conférence nationale serait ainsi composée de 800 délégué-e-s environ, à jour de leurs cotisations.

Cette conférence nationale des 3, 4 et 5 juin, après débat instruit à partir de tous ces éléments d'appréciation, élaborera le bulletin de vote comportant la proposition de candidature pour l'élection présidentielle et les adhérents se prononceront en toute souveraineté les 16, 17 et 18 juin sur cette proposition.